

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 juin 2018

AVENIR PROFESSIONNEL - (N° 1019)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 961

présenté par

Mme Biémouret, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Manin, Mme Vainqueur-Christophe, M. Vallaud, Mme Victory, Mme Battistel, M. Bouillon, M. Jean-Louis Bricout, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Le Foll, M. Letchimy, Mme Pau-Langevin, Mme Pires Beaune, M. Potier, M. Pueyo, M. Pupponi, Mme Rabault, M. Saulignac et Mme Untermaier

ARTICLE 16

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Une nouvelle agence nationale appelée « France Compétences » remplacera les trois instances existantes : le FPSPP, le COPANEF et le CNEFOP. Elle prendra la main sur la gouvernance nationale de la formation professionnelle.

Cette annonce surprise de votre texte nous inquiète.

D'abord parce que vous procédez à la première vague de recentralisation depuis 1982.

Ensuite parce que vous mettez sur pied un monstre administratif aux missions très techniques et floues.

Se pose la question de la gouvernance et du poids de chaque collègue. Sur ce point vous restez muets.

Se pose la question de la déclinaison régionale de France Compétences. Le Crefop reste présent dans le texte mais aucune articulation avec l'échelon régional n'est prévue.